

BANQUE CENTRALE DU CONGO
Direction des Analyses Economiques

**Note de conjoncture au premier trimestre
2023**

Avril 2023

RESUME EXECUTIF

Trois évolutions continuent à caractériser l'économie mondiale : inflation élevée et croissance faible pour la plupart des pays dont les économies avancées, inflation élevée et croissance élevée pour quelques pays, surtout exportateurs des produits miniers, inflation modérée et croissance faible pour le reste des pays, principalement ceux de la Zone CFA. Dans les deux premiers groupes de pays, notamment, les Banques centrales ont procédé à un durcissement de la politique monétaire avec certains résultats en termes de ralentissement de l'inflation.

Le resserrement de la politique monétaire s'est accompagné de l'aggravation des conditions d'endettement attestée par la faillite de deux banques américaines régionales ainsi que les menaces sur une banque suisse systémique. Cependant, l'OCDE estime que le durcissement monétaire devrait se poursuivre jusqu'à l'apparition des indices évidents d'une réduction durable des tensions inflationnistes sous-jacentes au regard du début du processus de désencrage des anticipations d'inflation.

Au plan de la croissance, des tendances baissières de l'activité s'observent comparativement à l'année précédente et à la décélération de la demande induite par le renchérissement des taux directeurs des banques centrales. Les dernières perspectives du Fonds monétaire international projettent la croissance de l'économie mondiale à 2,9% en 2023 contre 3,4% en 2022. Ainsi, le coût de sacrifice des politiques monétaires restrictives est évident.

L'évolution économique de la RDC s'inscrit dans le cadre du deuxième groupe des pays avec inflation élevée et croissance élevée. En 2023, la croissance de l'activité est attendue à 8% contre une estimation de 9,5 % en 2022. Le maintien de la résilience au plan de la croissance est confirmé par l'évolution favorable du solde des opinions des chefs d'entreprise au premier trimestre courant.

Quant à l'inflation, elle s'est établie à 16,9 %, en glissement annuel au premier trimestre 2023 contre 13,13 % réalisée à fin décembre 2022. En 2022, l'inflation a été essentiellement expliquée par l'inflation importée via le renchérissement des prix des produits alimentaires et pétroliers.

Au premier trimestre 2023, les prix des produits alimentaires et pétroliers affichent globalement une tendance baissière en raison des politiques monétaires restrictives pratiquées dans les économies avancées. L'inflation de l'économie congolaise serait de plus en plus tirée par la dépréciation du taux de change. Celle-ci est évaluée au marché parallèle à 7,9 % nettement au-delà du cumul d'inflation de 5,71%.

1. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR

La conjoncture économique au plan mondial reste caractérisée par les inquiétudes quant à la trajectoire de l'inflation, particulièrement dans les principales économies avancées. En effet, aux Etats-Unis, après une période de ralentissement de l'inflation entre juillet 2022 et janvier 2023, l'évolution de l'économie au cours de ces dernières semaines laisse apparaître les signes d'une surchauffe. Une tendance analogue est également observée dans la zone euro où l'inflation a atteint 8,5 % en février 2023.

Dans ce contexte, la Réserve fédérale américaine envisage une poursuite rapide du resserrement des taux d'intérêt directeurs lors de la prochaine réunion du comité de politique monétaire du 22 mars courant. Ainsi, les marchés anticipent une hausse de 50 points de base après que le Comité ait décidé de réduire l'ampleur de la hausse de 25 points de base en décembre 2022 et février 2023 sur fond du ralentissement des prix qui avait été observé. La Fed devrait donc poursuivre avec une augmentation appropriée des taux d'intérêt pour atteindre un niveau suffisamment restrictif qui ramènerait l'inflation autour de l'objectif d'inflation de 2 %. Pour rappel, les taux d'intérêt directeurs ont augmenté de 25 points de base pour se situer dans la fourchette de 4,0 % et 4,75 %. Il convient de relever qu'en moins d'un an, la Fed a relevé son principal taux directeur à huit reprises.

De son côté, bien qu'ayant réagi tardivement à la hausse de l'inflation par rapport à la Fed, la Banque Centrale Européenne a relevé à la hausse ses taux d'intérêt à cinq reprises entre juillet 2022 et février 2023. Le Conseil des gouverneurs de la BCE a réaffirmé sa volonté d'augmenter sensiblement ses taux d'intérêt à un rythme régulier et de les maintenir à des niveaux suffisamment restrictifs pour assurer un retour au plus tôt de l'inflation vers son objectif de 2 % à moyen terme. En février dernier, le Conseil des gouverneurs avait décidé d'augmenter ses trois taux d'intérêt directeurs de 50 points de base. Ainsi, les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt se sont établis respectivement à 3,00 %, 3,25 % et 2,50 %.

En outre, compte tenu des tensions inflationnistes sous-jacentes, la BCE entend relever de nouveau les taux d'intérêt de 50 points de base lors de la prochaine réunion de politique monétaire, en mars, et évaluera alors la trajectoire future de sa politique monétaire.

Ce maintien des taux d'intérêt à des niveaux restrictifs permettra de réduire l'inflation en freinant la demande et d'éviter le risque d'un glissement à la hausse persistant des anticipations d'inflation.

Dans ce contexte, les banques centrales devraient communiquer de manière claire et transparente leurs objectifs visés et la trajectoire des taux d'intérêts. Cela permettrait de renforcer la crédibilité, tout en évitant des pertes dues à des erreurs d'anticipations des agents économiques. Tout resserrement brutal et abrupt de la politique monétaire, et de manière moins synchrone, pourrait présenter non seulement des risques importants sur la stabilité financière, mais également compromettre la croissance à terme.

2. ANALYSE DU CONTEXTE INTÉRIEUR

Au premier trimestre 2023, l'environnement intérieur a été marqué par la poursuite des tensions sur le marché des changes amorcées depuis le mois de décembre 2022, sur fond notamment de l'insuffisance de l'offre des devises. Ces tensions se sont transmises sur le marché des biens et services, attestées par la hausse de l'inflation au premier trimestre 2023 par rapport à la période correspondante de 2022.

Toutefois, au plan de la croissance, l'économie congolaise devrait demeurer résiliente avec une croissance solide de 8,0 %, bien qu'en léger ralentissement par rapport à la croissance estimée de 8,5 % en 2022.

Au plan des finances publiques, la loi des finances pour l'exercice budgétaire 2023 prévoit une hausse des recettes publiques de 45,9 % par rapport à 2022. En effet, le Trésor table sur une mobilisation des ressources de 32.456,8 milliards de CDF à fin décembre 2023, soit une mobilisation mensuelle de 2.704,7 milliards de CDF en moyenne.

Concernant le secteur monétaire et du crédit, le dispositif de la politique monétaire est demeuré inchangé depuis la dernière modification du taux directeur effectuée le 24 novembre 2022.

2.1. SECTEUR REEL

En 2023, l'activité économique en RDC devrait ralentir par rapport à 2022. En effet, suivant les données issues du Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM), le taux de croissance serait estimé à 8,0 % contre 8,5 % l'année précédente.

D'après l'approche de la production, cette évolution procède essentiellement de l'expansion de l'activité des industries extractives (notamment le secteur minier), dont la valeur ajoutée devrait croître de 15,7 % en 2023 contre 20,8 % en 2022. En revanche, les activités hors mines se relèveraient de 4,2 % contre 3,2 % l'année précédente.

Ce repli de la croissance procéderait de contrecoups de l'environnement international, marqué par le ralentissement de la demande mondiale des produits miniers.

Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB réel, hors mines et branche extraction

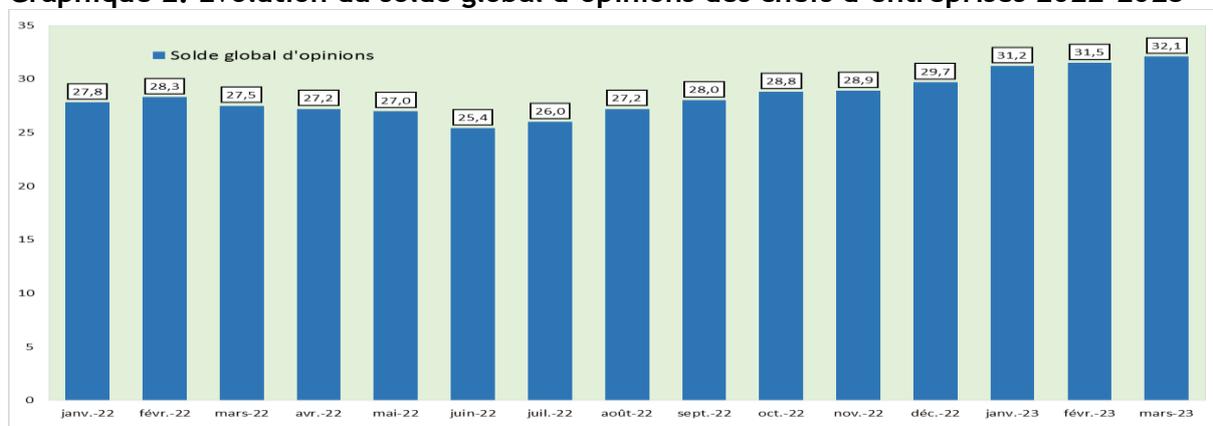


2.1.1. Baromètre de la conjoncture

Au premier trimestre 2023, le baromètre de conjoncture renseigne une consolidation de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives de court terme de l'économie congolaise. Cet optimisme est traduit par la hausse continue du solde global d'opinions, lequel est établi à 32,1 % en mars 2023 contre 29,7 % en décembre 2023.

En moyenne mensuelle, au trois premiers mois de l'année 2023, le solde global s'est situé à 31,6 % contre 27,9 % à la période correspondance de 2022. Ce raffermissement de l'optimisme tient de la conjoncture favorable qui a prévalu, notamment dans tous les secteurs d'activités, principalement les secteurs extractif et de l'énergie.

Graphique 2. Évolution du solde global d'opinions des chefs d'entreprises 2022-2023



Source : BCC.

2.1.2. Marché des biens et services

Comparativement à l'année 2022, le marché des biens et services est caractérisé en 2023 par une accélération du rythme de formation des prix intérieurs. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 5,7 % contre 2,3 % réalisé à la période correspondante de l'année dernière. Comparée à la cible annuelle de 9,7 %, il reste à réaliser 4,0 % sur les neuf derniers mois, soit 0,4 % en moyenne contre 1,87 % réalisé au premier trimestre.

Le renchérissement des prix des biens et services est principalement expliqué par l'évolution du taux de change. En effet, contrairement aux années précédentes, la dépréciation monétaire, du moins au marché parallèle, a excédé le rythme de formation des prix intérieurs comme indiqué ci-dessous :

Année	Hausse du niveau général des prix	Dépréciation monétaire au parallèle
2020	15,76	14,57
2021	5,28	1,21
2022	13,13	4,38
mars-23	5,71	7,89

Il s'observe qu'au premier trimestre 2023, dans un contexte d'évolution tendancielle à la baisse des cours des produits pétroliers et alimentaires mondiaux, la dépréciation monétaire au parallèle a évolué relativement plus vite que l'inflation.

Graphique 3. Évolution du taux d'inflation hebdomadaire



Source : BCC sur base des données de l'INS.

2.2. SECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES

La loi de finances pour l'exercice 2022 a présenté en équilibre, les recettes et dépenses, à hauteur de 22.253,0 milliards de CDF, soit un taux d'accroissement de 52,2 % par rapport à la loi de finances de 2021 chiffrée à 14.620,5 milliards.

En 2022, l'exécution du plan de trésorerie laisse apparaître une nette amélioration au niveau de la gestion des finances publiques.

Au plan de recettes publiques, la mobilisation accrue de ces dernières a procédé tant du bon comportement des cours des matières premières sur les marchés internationaux que de la mise en œuvre des mesures d'encadrement des ressources intérieures. Il s'agit notamment, sur ce dernier point, du suivi des contrats de performances signés par les régies financières et des retombées de la patrouille financière de l'IGF. Par ailleurs, il y a lieu d'ajouter (i) les retombées de l'implémentation de l'applicatif ISYS-Régies à travers toute l'étendue du territoire national et (ii) le paiement des superprofits.

Les régies financières ont mobilisé au-delà des prévisions budgétaires fixées à 14.755,9 milliards de CDF.

En effet, les recettes intérieures ont atteint 19.828,6 milliards de CDF contre un montant de 14.813,8 milliards programmé dans le plan de trésorerie de l'Etat.

Au plan de dépenses publiques, l'exécution relève que les décaissements ont été alignés sur la trajectoire des ressources mobilisées et que la composition de la dépense a été améliorée. A titre illustratif, la part des dépenses en capital en pourcentage du total a sensiblement augmenté, passant de 9,3 % à 14,2 %.

Les dépenses publiques ont également été exécutées en dépassement de 26,3 % par rapport aux prévisions de 17.294,7 milliards de CDF retenues dans le plan de trésorerie de l'Etat. Comparées au niveau des décaissements réalisés en 2021, les dépenses, exécutées à hauteur de 21.835,4 milliards de CDF l'année sous-revue, ont enregistré un accroissement substantiel de 78,5 %.

Ainsi, la balance des opérations financières de l'Etat a affiché un déficit de 2.006,8 milliards de CDF contre celui de 393,1 milliards réalisé en 2021. Ce gap de financement a été entièrement couvert par les produits des émissions des titres publics (464,8 milliards de CDF), les allocations DTS du FMI convertis en appuis budgétaires (1.024,9 milliards) et les marges de trésorerie (517,1 milliards).

❖ Situation financière de l'Etat au premier trimestre 2023

Pour l'exercice 2023, la Loi des Finances a été présentée en équilibre, à hauteur de 32.456,8 milliards de CDF.

Au 31 mars 2023, les recettes publiques, en cumul annuel, ont atteint 3.361,4 milliards de CDF contre 3.325,3 milliards à fin mars 2022.

S'agissant des dépenses publiques, elles ont été exécutées à hauteur de 4.095,2 milliards de CDF contre 4.049,9 milliards à la période correspondante de 2022.

Ainsi, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 733,8 milliards de CDF contre celui de 724,6 milliards à fin mars 2022.

En rythme mensuel, le Trésor a réalisé des déficits successifs au cours des trois premiers mois de l'année 2023 avec un pic de 497,8 milliards de CDF au mois de janvier.

❖ Situation des Bons et Obligations du Trésor

En phase avec le calendrier trimestriel, le Trésor a globalement levé, au cours du premier trimestre 2023, un montant de 362,0 milliards de CDF dont 162,0 milliards au titre des Bons du Trésor et 200,0 milliards des Obligations du Trésor.

Concernant les remboursements des titres échus, le Trésor a remboursé 149,1 milliards de CDF pour les Bons du Trésor et 129,4 pour les Obligations du Trésor, soit un import total de 278,5 milliards.

2.3. SECTEUR EXTERIEUR

Le secteur extérieur est resté marqué, par des évolutions distinctes des cours de produits de base intéressant l'économie congolaise, dans un contexte des (i) conflits géopolitiques, et (ii) de l'inflation élevée observée dans les économies avancées quoiqu'en ralentissement. En effet, aux trois premiers mois de l'année 2023, les cours des différents produits miniers, pétroliers et alimentaires affichent dans l'ensemble une évolution baissière.

2.3.1. Marché des changes, Budget en devises et réserves internationales

S'agissant du marché des changes, au premier trimestre 2023, le taux de change au parallèle s'est établi à 2.321,6 CDF le dollar américain, soit une dépréciation de 7,9 % par rapport à fin décembre 2022 contre une légère appréciation de 0,6 % à fin mars 2022 comparativement à fin décembre 2021. A l'indicatif, le franc congolais ne s'est déprécié que de 0,95 %, en cumul contre 0,01 % observée à la période correspondante de 2022.

Il convient, en outre, de relever qu'entre fin décembre 2022 et le 31 mars 2023, les besoins des banques en devises se sont accrus, passant de 232,5 millions de USD à 292,9 millions, avec un pic de 1.012,8 millions enregistré le 07 mars 2023, à la suite d'une forte expansion des avoirs libres des banques. Ces besoins en devises étaient relativement stables au 1er trimestre 2022, ne passant que de 53,2 millions à fin décembre 2021 à 35,4 millions au 31 mars 2022.

Pour rappel en 2022, le marché des changes a connu des frémissements du taux au niveau du segment parallèle entre juillet et août 2022 puis entre novembre et décembre 2022, consécutivement à la faiblesse de l'offre de devises des banques et à l'expansion des créances nettes sur l'Administration Centrale. A titre d'illustration, le franc congolais s'est déprécié, en moyenne, de 1,55 % en deux mois (juillet et août 2022) contre une dépréciation de 0,09 %, en moyenne, aux six premiers mois de l'année 2022.

En décembre 2022, la monnaie nationale a connu une dépréciation mensuelle jamais réalisée depuis juillet 2020, soit -1,91 % contre -0,56 % en novembre et des légères appréciations en septembre et octobre 2022.

S'agissant particulièrement des pressions sur le taux de change observées entre novembre et décembre 2022, elles tenaient essentiellement de l'accélération des créances nettes sur l'Administration Publique débouchant sur la dilatation des avoirs libres des banques.

Ainsi, en rythme annuel 2022, la monnaie nationale s'est dépréciée de 0,84 % à l'indicatif contre 1,41 % en 2021, situant le taux à 2.016,9 CDF le dollar américain. Sur le marché parallèle, le cours moyen s'est établi à 2.138,33 CDF le dollar, soit une dépréciation annuelle de 4,38 % en 2022 contre 1,21 % en 2021.

Pour ce qui est du budget en devises, son exécution au premier 2023 renseigne un déficit de 194,3 millions de USD, consécutif à une mobilisation des recettes de 528,99 millions de USD (dont 453,67 millions de recettes liées aux opérations de change) et des dépenses de 723,29 millions (dont 537,27 millions liés aux besoins du Trésor). A la période correspondante de 2022, le budget en devises était excédentaire de 116,1 millions de USD, tenant des recettes de 753,1 millions et des dépenses de 637,0 millions.

En 2022, l'exécution du budget en devises s'était soldé par un excédent de 1.617,25 millions de USD à fin décembre contre un solde prévisionnel de 1.364,44 millions de USD. Ce solde découlait des recettes de 5.263,51 millions de USD et des dépenses de 3.646,25 millions.

Quant aux réserves internationales, elles se sont situées à 4.067,44 millions de USD au 31 mars 2023. Ce niveau correspond à 2,20 mois de couverture d'importation des biens et services. Ce stock représente une consolidation de 1.328,12 millions par rapport au niveau réalisé de 3.856,4 millions de USD au 23 mars 2022.

A fin décembre 2022, les réserves internationales se sont chiffrées à 4.382,90 millions de USD, soit une accumulation annuelle de 1.631,57 millions par rapport à fin 2021.

2.3.2. Évolution des cours des produits de base

Au 31 mars 2023, le prix du pétrole s'est établi à 79,15 USD, en moyenne en baisse de 3,2 % par rapport à son niveau de fin décembre 2022, expliquée par les craintes d'un ralentissement de l'économie américaine avec l'annonce du Président de la Fed des phases de hausse des taux d'intérêt directeurs. A la période correspondante de 2022, ce cours situé à 113,53 USD le baril, indiquait une augmentation de 51,5 % par rapport à fin décembre 2021.

Le prix de la tonne de cuivre a connu une hausse de 5,7 %, depuis fin décembre 2022, se fixant, en moyenne, à 8.861,55 USD, à fin mars 2023, contre 7,1 % à la période correspondante de 2022. Le prix du cobalt a fortement fléchi de 39,0 %, à la période sous analyse, se situant à 34.172,6 USD la tonne, après une hausse de 21,9 % au 31 mars 2022. La forte contraction de ce cours est liée au repli de la demande, notamment avec la stratégie zéro Covid en Chine.

S'agissant du cours de l'or, il a bondi de 6,20 % au premier trimestre 2023, après une celle de 8,7 % à la période correspondante de 2022, se chiffrant à 1.908,6 USD l'once.

Les prix du blé et du maïs se sont établis, respectivement à 254,45 USD et 233,35 USD la tonne, affichant des baisses respectives de 9,09 % et 3,34 % comparativement à fin décembre 2022. Cette baisse persistante des prix des céréales est expliquée, d'une part, par le décrochage du blé russe avec la volonté des dirigeants de gagner des parts de marché en baissant davantage les prix, et d'autre part, par l'optimisme des marchés quant au renouvellement de l'accord sur le corridor agricole maritime arrivé à échéance le 18 mars 2023.

Pour rappel, cet accord, signé par Kiev et Moscou sous l'égide de l'ONU et de la Turquie, a permis de sortir plus de 23,5 millions de tonnes de produits agricoles d'Ukraine depuis le 1er août dernier. Il sied de relever qu'au 24 mars 2022, les cours de ces produits avaient enregistré des hausses de 42,35 et 23,93 % par rapport à fin décembre 2021. Quant au riz, son cours a légèrement baissé de 0,96 % au premier trimestre 2023, après une augmentation de 13,44 % aux trois premiers mois de 2022. Il se situe à 380,30 USD la tonne sur le marché de Chicago.

2.3.3. Balance commerciale

A fin mars 2023, la balance des biens affiche un excédent de 608,37 millions de USD, en hausse de 70,2 % par rapport à celui enregistré à la période correspondante de 2022. Cette situation découle des exportations mensuelles de 2.762,17 millions de USD, légèrement en recul de 0,11 % comparativement aux exportations de mars 2022, et des importations de 2.153,8 millions, fortement en régression comparativement au volume de mars 2022. Si les exportations continuent de bénéficier de la performance du secteur minier, les importations au premier trimestre seraient principalement tirées par les biens de consommation et ceux d'équipement.

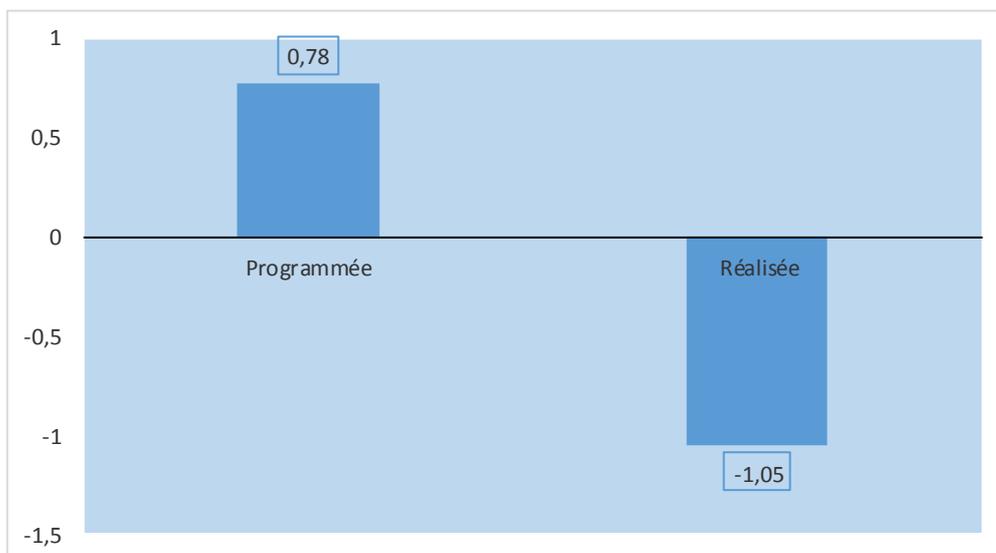
2.4. SECTEUR MONETAIRE

L'analyse du secteur monétaire porte sur l'évolution des agrégats monétaires, le calibrage de la liquidité bancaire, le marché monétaire et la position nette des avoirs en monnaie nationale.

2.4.1. Evolution des agrégats monétaires

Au 31 mars 2023, la base monétaire a connu une baisse annuelle de -1,05 %, s'établissant à 7.376,9 milliards de CDF, contre une hausse programmée de 0,78 %. Cette diminution résulte de la baisse des actifs extérieurs nets de 974,1 milliards de CDF, alors que les actifs intérieurs nets ont augmenté de 895,8 milliards.

Graphique 4. Croissance de la base monétaire au premier trimestre 2023 (en %)



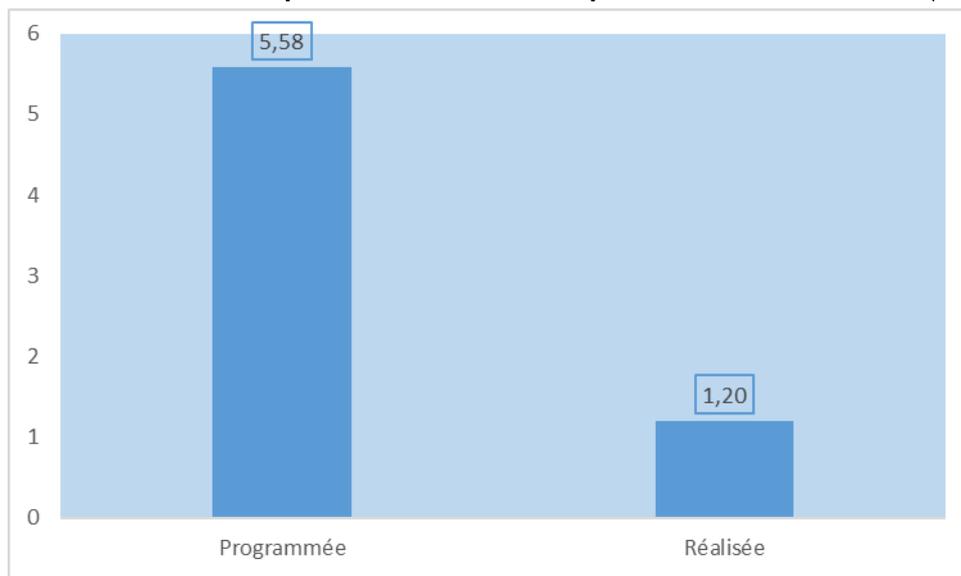
Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant des composantes, la baisse de la monnaie à haute puissance est notamment attribuable au recul des engagements envers les autres institutions de dépôts de 196,8 milliards de CDF.

En 2022, la base monétaire s'était accrue de 38,3 % contre une croissance programmée de 15,3 %. Cette progression résulte de la hausse des actifs extérieurs nets de 1.522,8 milliards et de celle des actifs intérieurs nets de 543,2 milliards imputable aux créances nettes sur l'administration centrale de 1.269,6 milliards de CDF.

Par contre, durant les trois premiers mois de l'année 2023, les passifs monétaires au sens large ont enregistré une hausse de 1,20 % contre une variation prévue de 5,58 %. Ils se sont situés à 26.123,1 milliards de CDF.

Graphique 5. Croissance des passifs monétaires au premier trimestre 2023 (en %)



Source : Banque Centrale du Congo.

La hausse de la masse monétaire découle de la progression des actifs intérieurs nets de 639,2 milliards de CDF, contrebalancée par une baisse des actifs extérieurs nets de 329,2 milliards. Pour ce qui est des composantes, cette progression est principalement localisée au niveau des dépôts transférables à hauteur de 342,7 milliards de CDF.

Pour rappel, en 2022, les passifs monétaires au sens large se sont accrus de 3,4 %, se fixant à 25.813,0 milliards de CDF au 31 décembre 2022, contre une hausse prévue de 35,8 %. Cette évolution fait suite à la faible progression des dépôts en devises des banques commerciales. Au niveau des contreparties, l'accroissement de l'offre de monnaie était expliqué par l'augmentation des actifs intérieurs nets de 2.605,7 milliards de CDF, contrebalancée par une baisse des actifs extérieurs nets de 1.749,6 milliards de CDF.

2.4.2. Calibrage de la liquidité bancaire

Au premier trimestre 2023, l'interaction entre les mouvements des facteurs autonomes et ceux institutionnels de liquidité s'est traduite par une légère injection de 14,8 milliards de CDF contre celle programmée de 733,7 milliards.

Tableau 1. Calibrage de la liquidité bancaire au premier trimestre 2023

En milliards de CDF	Année 2023		
	Flux programmés	Flux annuels réalisés à fin décembre	Ecart
Facteurs autonomes (hors circul fiduc.)	643,7	-124,6	-768,3
Avoirs extérieurs nets (AEN)	45,0	-974,1	-1019,0
Avoirs intérieurs nets (AIN)	598,7	849,5	250,8
Crédits intérieurs	-52,5	544,3	596,7
Créances nettes sur l'administration centrale (CNE)	-1,4	550,3	551,7
Créances sur les BCM (RME)	-40,3	-11,5	28,7
Créances sur secteur privé	0,2	4,2	4,0
Autres	-11,0	1,4	12,3
APN hors Bons BCC + la RO en devises	651,2	305,2	-346,0
Facteurs institutionnels	-90,0	95,6	185,6
Encours Bons BCC	-90,0	95,6	185,6
Réserve Obligatoire en monnaie nationale	0,0	0,0	0,0
Encours refinancement (*)	0,0	0,0	0,0
Impact global de liquidité prévu	733,7	-220,1	-953,8

Facteurs autonomes : (+) injection et (-) ponction

Source : Banque Centrale du Congo.

Les facteurs autonomes ont procédé à une injection de la liquidité à hauteur de 86,8 milliards de CDF, notamment par l'entremise des avoirs intérieurs nets alors que les actifs extérieurs nets ont ponctionné 961,9 milliards. Cependant, les facteurs institutionnels ont ponctionné 72 milliards de CDF, à travers l'encours des Bons BCC.

2.4.3. Marché monétaire

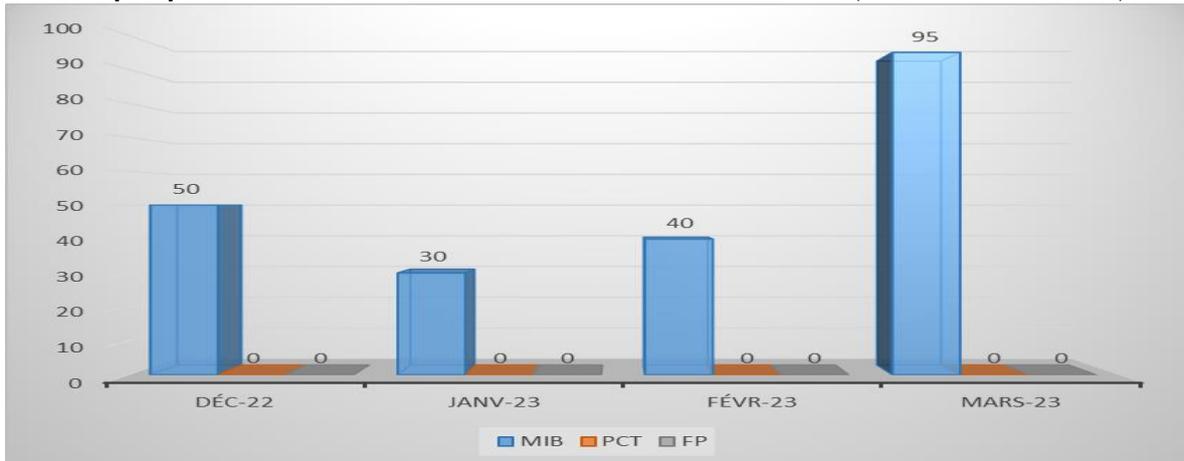
Le marché en banque n'a enregistré aucune opération depuis le début de l'année 2023. Cette situation est expliquée par la surliquidité en monnaie nationale observée dans les banques commerciales.

Pour rappel, la dernière opération enregistrée sur le guichet des prêts à court terme date du 19 octobre 2022. A cette date, les volumes cumulés des opérations enregistrées sur ce marché et celui des facilités permanentes s'étaient respectivement situés à 4.015,5 milliards de CDF et à 687,5 milliards.

Pour ce qui est du marché interbancaire, il a enregistré un volume d'opération de 95,0 milliards de CDF au trois premiers mois de 2023. En 2022, le volume des transactions s'était situé à 1.306,0 milliards de CDF.

Quant aux taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets, ils se situent à 8,0 %, 9,0 % et 10,0 %, respectivement sur le marché interbancaire, des prêts à court terme et celui des facilités permanentes.

Graphique 7. Évolution mensuelle du marché monétaire (En milliards de CDF)



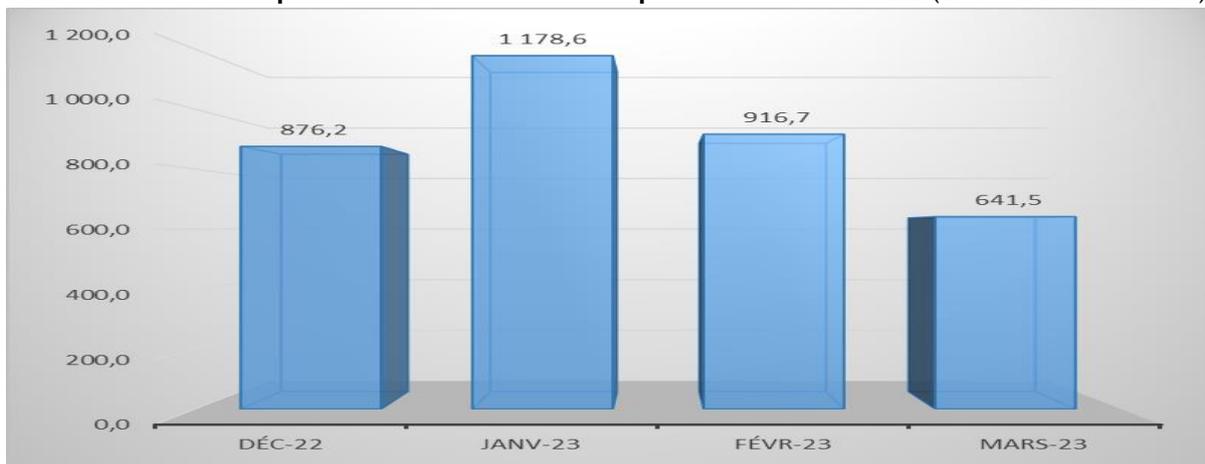
Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.4. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC

Au 31 mars 2023, les avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo se sont situés à 3.017,1 milliards de CDF. La réserve obligatoire en monnaie nationale notifiée étant de 2.375,6 milliards, il se dégage une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales positive de 641,5 milliards de CDF contre un niveau de 876,2 milliards à fin décembre 2022.

Par ailleurs, la réserve obligatoire en devises se situe à 370,4 milliards de CDF au 31 mars 2023 venant de 378,6 milliards en 2022.

Graphique 8. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

3. ETAT DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DE CHANGE

Il est successivement exposé l'état de la politique monétaire et celui de change.

3.1. Etat de la politique monétaire

a. Taux directeur

En 2023, la Banque Centrale du Congo a relevé son taux directeur de 75 points de base, le faisant passer de 8,25 à 9,0 % en date du 22 mars 2023.

Cette hausse vise à éviter l'ancrage des anticipations inflationnistes dans les chefs des agents économiques.

b. Coefficients de la réserve obligatoire

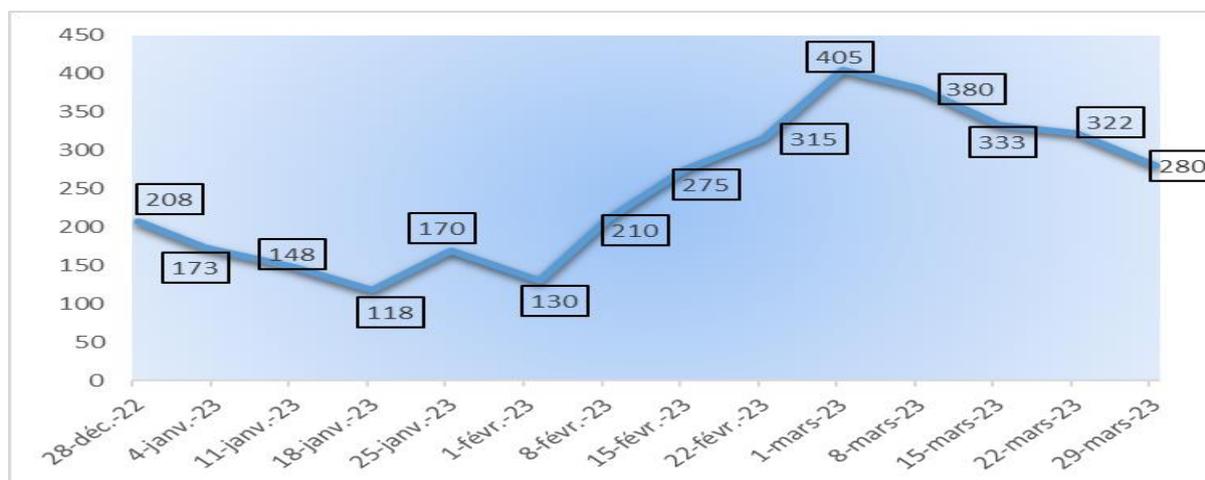
Les coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à vue et à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

Pour rappel, la réforme portant sur la levée de la réserve obligatoire en monnaie des dépôts est entrée en vigueur en 2022. Cette réforme vise à favoriser le financement de l'économie en monnaie nationale et poser les jalons de la dédollarisation.

c. Fourchettes d'appels d'offres des bons BCC

Au premier trimestre de l'année, la Banque Centrale du Congo a procédé à plusieurs élargissements des fourchettes d'appels d'offres de ses titres, afin de prévenir des tensions à court terme sur la liquidité bancaire.

Graphique 9. Évolution de l'encours des Bons BCC (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

A cet effet, au 31 mars 2023, l'encours des Bons BCC s'est situé à 280,0 milliards de CDF, soit une ponction de 72,0 milliards par rapport à fin décembre 2022. En cumul annuel, au 31 mars 2023, les charges des Bons BCC se sont situées à 5.200,7 millions de CDF contre un niveau de 287,8 millions à la période correspondante de 2022.

3.2. Etat de la politique de change

Deux cessions des devises ont été opérées depuis le début de l'année, respectivement de 50 millions de USD en janvier 2023 et 50 millions en mars 2023, pour calmer les pressions sur le marché des changes.

Par ailleurs, il s'observe, voilà une année, la quasi-stagnation de dépôts en devises dans un contexte d'augmentation de cours du cuivre et les valeurs rapatriées. La dépréciation du taux de change observée depuis une année serait attribuable à ce choc négatif d'offres de devises. A cet effet, un contrôle sur le respect de la réglementation de change a été diligenté pour éclaircir cette situation. La Banque Centrale entend, sans préjudice des conclusions du contrôle sur la réglementation de change, continuer à mener une politique de change visant à la fois le lissage des fluctuations du taux de change et l'accumulation des réserves de change.

4. PERSPECTIVES

Sur la base des opportunités et risques présentés par l'environnement international, le cadre général macroéconomique dans lequel va évoluer l'économie congolaise se présente comme suit en 2023 :

4.1. Secteur réel

Au regard du signal de resserrement de la politique monétaire donné à fin novembre 2022 et de la dernière modification à la hausse du taux directeur intervenue le 22 mars courant, il est escompté une décélération de l'inflation. Celle-ci passera à 9,7 % contre 13,1 % fin 2022. Considérant l'inflation résiduelle d'ici la fin de l'année au regard de la cible annuelle de 9,7 %, il est attendu des durcissements de la politique monétaire. A tout le moins, la cible annuelle d'inflation pourrait être réajustée pour donner une marge acceptable à la conduite des politiques conjoncturelles.

4.2. Secteur des Finances Publiques

Dans l'hypothèse du maintien à des niveaux soutenables des cours du cuivre et du cobalt, la politique budgétaire veillera à une mobilisation conséquente des recettes et à un encadrement efficient des dépenses. Le déficit budgétaire éventuel sera couvert par les produits de titres publics, les appuis budgétaires et les marges antérieures de trésorerie.

La coordination avec la politique monétaire sera renforcée surtout lors des cycles budgétaires asymétriques à l'évolution de la politique monétaire et de change.

4.3. Secteur extérieur

Dans un contexte du maintien de régime de change flottant, la politique de change sera prudente. Elle se fondera, dans le cadre de l'accumulation des réserves internationales sur les opérations suivantes : les rachats des recettes fiscales et non fiscales, les rachats des appuis budgétaires, les produits d'appui à la balance des paiements et les transferts des revenus se trouvant dans les RME. Les achats de devises seront plafonnés et les ventes ne sont pas envisagées.

Les prévisions situent les exportations et les importations respectivement à 26,2 milliards de USD et 24,1 milliards. Les cours des principaux produits intéressant l'économie congolaise vont connaître un repli par rapport à leur niveau de 2022. Le compte courant devrait afficher un déficit plus important de 2,7 milliards de USD à la suite d'un déficit plus important de la balance des services. Le compte financier enregistrerait une accumulation des réserves. En outre, il est escompté avec les discussions dans le cadre de la requête d'un financement au titre de la nouvelle facilité pour la résilience et la durabilité, un financement long.

4.4. Secteur monétaire et du crédit

Les prévisions situent l'offre de monnaie et la base monétaire à 31.550,0 milliards et 7.478,0 milliards de CDF, soit des accroissements respectifs de 18,4 % et 15,4 %. Le multiplicateur monétaire est projeté à 4,2. Avec la baisse attendue de l'inflation en 2023, la vitesse de circulation de la monnaie passera de 4,8 à 4,5 correspondant à une augmentation de la demande monnaie. Quant au crédit à l'économie, son ratio en termes de PIB passera de 8,4 % à 8,8 %. Le taux de dollarisation, mesuré par le rapport entre les dépôts en devises et l'offre de monnaie, restera relativement stable, passant de 74,1 % à 74,2 %.

Le resserrement de la politique monétaire continuera et d'autres relèvements graduels du taux directeur selon l'évolution de l'environnement sont prévus, dans le but d'ancrer les anticipations de l'inflation et d'éviter l'installation des effets de second tour.

Les réformes visant à renforcer le cadre de politique monétaire et la gouvernance de la Banque Centrale seront mobilisées pour améliorer la gestion de la liquidité et la crédibilité de l'Institut d'Emission. Sur pied de l'approbation du projet de loi sur les banques commerciales sera bâti un ambitieux programme des réformes financières visant à renforcer le cadre réglementation, de supervision et de résolution bancaire à l'effet de renforcer la résilience de ce secteur.

ANNEXES

Tableau 1. Evolution de l'indice national des prix à la consommation des ménages

Année	Mois et semaine	Indice hebdomadaire	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Indice annualisé	Inflation annualisée	Indice mensuel	Inflation mensuelle	Inflation en glissement annuel
	Décembre						335,973	1,416%	
	I	332,06	0,236%	11,816%	335,168	12,862%			12,688%
	II	332,83	0,230%	12,074%	335,158	12,858%			12,794%
	III	333,84	0,306%	12,416%	335,411	12,944%			12,988%
	IV	334,89	0,312%	12,767%	335,676	13,033%			13,103%
	V	335,97	0,324%	13,133%	335,973	13,133%			13,133%
2023	Janvier						344,521	2,544%	
	I	336,56	0,174%	0,174%	367,838	9,484%			13,266%
	II	341,10	1,350%	1,527%	498,182	48,280%			14,688%
	III	343,71	0,764%	2,303%	498,511	48,378%			15,367%
	IV	344,52	0,236%	2,544%	465,750	38,627%			15,467%
	Février						349,999	1,590%	
	I	345,31	0,230%	2,780%	446,828	32,995%			15,599%
	II	345,89	0,168%	2,952%	432,317	28,676%			15,670%
	III	348,00	0,610%	3,580%	436,303	29,863%			16,266%
	IV	350,00	0,574%	4,175%	438,291	30,454%			16,819%
	Mars						355,161	1,475%	
	I	350,96	0,275%	4,461%	432,330	28,680%			17,003%
	II	351,90	0,267%	4,740%	427,450	27,227%			17,083%
	III	353,23	0,380%	5,138%	425,760	26,724%			17,036%
	IV	354,30	0,302%	5,456%	422,936	25,884%			17,009%
	V	355,16	0,242%	5,711%	419,554	24,877%			16,894%

**Tableau 2. Estimation de croissance du PIB réel
(Approche par la production)**

BRANCHES D'ACTIVITES	Fin decembre 2020			Fin decembre 2021			Fin decembre 2022		
	VAR (%)	Contr.Croi s.PIB Reel (%)	Contrib en point de croiss	VAR (%)	Contr.Croi s.PIB Reel (%)	Contrib en point de croiss	VAR (%)	Contr.Croi s.PIB Reel (%)	Contrib en point de croiss
Secteur primaire	7,1	178,1	3,1	7,5	54,9	3,4	14,8	80,0	6,8
Agriculture, foret, élevage, chasse et p	2,5	22,5	0,4	2,4	5,9	0,4	2,4	4,2	0,4
Agriculture	3,1	26,1	0,5	2,8	6,8	0,4	2,4	4,0	0,3
Vivrière	3,1	25,5	0,4	3,1	7,2	0,4	2,6	4,3	0,4
Rente	3,8	0,5	0,0	-10,2	-0,4	0,0	-9,7	-0,2	0,0
Sylviculture	-9,2	-3,6	-0,1	-9,9	-0,9	-0,1	2,7	0,2	0,0
Elevage, peche et chasse	3,0	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0	2,6	0,0	0,0
Extraction	9,7	155,5	2,7	10,1	49,0	3,0	20,8	75,8	6,5
Extraction des hydrocarbures	-7,9	0,0	0,0	1,8	0,1	0,0	6,3	0,1	0,0
Extraction des minéraux, pierres et a	9,7	155,5	2,7	10,2	49,0	3,0	20,9	75,6	6,5
Secteur secondaire	-4,9	-47,4	-0,8	3,2	8,1	0,5	2,8	4,9	0,4
Industries manufacturières	-7,2	-47,6	-0,8	4,1	6,9	0,4	2,4	2,9	0,2
Industries alimentaires,boissons et ta	-6,6	-36,3	-0,6	4,6	6,5	0,4	2,5	2,5	0,2
Autres industries manufacturières	-10,1	-11,2	-0,2	1,4	0,4	0,0	2,2	0,4	0,0
Electricité, gaz, vapeur et eau	1,5	0,6	0,0	3,9	0,4	0,0	3,3	0,2	0,0
Bâtiment et travaux publics	-0,1	-0,4	0,0	1,1	0,8	0,1	3,5	1,8	0,2
Secteur tertiaire	0,2	4,6	0,1	5,6	34,1	2,1	3,2	14,1	1,2
Transports et Télécommunication	10,0	67,0	1,2	9,8	19,7	1,2	4,5	6,9	0,6
Transports	-3,5	-14,1	-0,2	4,1	4,4	0,3	2,7	2,0	0,2
Télécommunication	30,8	81,1	1,4	16,2	15,4	1,0	6,5	4,9	0,4
Commerce	-3,3	-27,5	-0,5	3,9	8,7	0,5	2,7	4,3	0,4
Autres services marchands	-4,5	-24,7	-0,4	3,4	4,9	0,3	2,6	2,6	0,2
Banques et assurances	-3,9	-3,5	-0,1	3,2	0,8	0,0	5,9	1,0	0,1
Autres services	-4,7	-21,1	-0,4	3,5	4,1	0,3	1,9	1,6	0,1
Services d'administration publique	-5,9	-11,9	-0,2	2,0	1,1	0,1	2,0	0,7	0,1
Education	-5,0	-0,3	0,0	2,0	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0
Santé	8,0	0,1	0,0	4,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0
Autres services non marchands	-6,0	-11,7	-0,2	2,0	1,0	0,1	2,0	0,7	0,1
SIFIM	-3,9	1,7	0,0	3,2	-0,4	0,0	5,9	-0,5	0,0
PIB au prix de base	2,4	135,3	2,3	6,1	97,1	6,0	8,6	99,0	8,5
Taxes sur les produits	-37,0	-35,3	-0,6	17,3	2,9	0,2	7,7	1,0	0,1
PIB aux prix constants	1,7	100,0	1,7	6,2	100,0	6,2	8,5	100,0	8,5
PIB hors mines	-1,3	-55,5	-1,0	4,5	51,0	3,2	3,0	24,2	2,1

Tableau 3. Baromètre de conjoncture de l'économie congolaise : Solde d'opinions pondérées (en %)

Branche	2022												2023	
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février
Solde global	27,8	28,3	27,5	27,2	27,0	25,4	26,0	27,2	28,0	28,8	28,9	29,7	31,2	31,5
Industries manufacturières	10,4	10,1	4,8	4,1	3,8	4,1	6,4	8,0	9,6	9,0	8,8	9,3	8,7	7,4
Electricité et Eau	14,4	21,7	14,0	18,9	19,5	22,5	20,4	22,4	22,7	25,1	23,5	23,7	22,9	25,7
Industries extractives	31,9	33,3	31,3	30,7	30,6	28,8	29,3	30,4	32,7	34,0	35,4	35,8	36,6	36,7
Construction	15,2	16,5	8,7	5,0	11,7	15,4	19,3	22,5	24,9	25,7	26,5	24,2	21,7	19,2
Services	13,6	17,5	12,8	12,7	11,2	11,8	13,8	10,5	12,3	10,7	10,0	11,2	11,6	14,2

Tableau 4. Evolution des opérations financières de l'Etat en 2022 (en milliards de CDF)

Indicateurs	T1	T2	T3	T4	CUMUL 2022
Recettes	3 325,34	6 779,92	5 664,17	4 059,19	19 828,63
Dépenses	4 049,93	5 201,92	5 939,57	6 645,69	21 837,11
Solde	-724,59	1 578,00	-275,40	-2 586,49	-2 008,48
Bons et Obligations du Trésor					
	243,17	-60,24	-20,26	59,48	504,19
Appuis budgétaires					
	599,95	0,00	0,00	556,09	1 024,89
Variation des marges de trésorerie (+,-)					
	118,52	1 517,76	-295,76	-1 970,93	479,00

Source : BCC, sur base du PTR du secteur public (DTO/Ministère des Finances).

Tableau 5. Exécution des opérations financières de l'Etat en février 2023 et 2022
(En milliards de CDF)

Réalisations PTR	janv.-22	févr.-22	mars-22	T1 2022	janv.-23	févr.-23	au 31/03/2022	T1 2023	Variation T1 23/T1 22
RECETTES DES REGIES FINANCIERES	1 023,7	864,1	1 437,5	3 325,3	1 162,7	981,0	1 217,9	3 361,6	1,1
<i>dont : (DGDA)</i>	245,5	259,5	299,5	804,5	321,0	357,2	377,3	1 055,5	31,2
<i>(DGI)</i>	507,1	373,5	785,3	1 665,9	614,5	403,7	560,5	1 578,7	-5,2
<i>(DGRAD)</i>	187,2	167,0	335,8	690,0	174,2	168,7	280,1	623,0	-9,7
DEPENSES									
<i>dont : Salaires</i>	908,9	1 128,2	2 012,9	4 049,9	1 660,6	1 053,5	1 381,0	4 095,1	1,1
<i>Intérêt sur la dette</i>	528,1	485,5	500,2	1 513,8	595,9	305,9	630,6	1 532,4	1,2
<i>Frais de fonct. Inst. et Min.</i>	8,0	9,2	13,3	30,5	9,0	15,4	13,6	38,0	24,9
<i>Dépenses en capital</i>	191,2	247,2	327,4	765,8	306,4	274,7	277,9	859,0	12,2
	81,3	195,7	619,9	896,9	116,8	40,0	32,1	188,9	-78,9
SOLDE									
	114,9	-264,1	-575,3	-724,6	-497,8	-72,5	-163,2	-733,5	1,2

Source : BCC, sur base du PTR du secteur public (DTO/Ministère des Finances).

Tableau 6. Cours des produits minier, énergétique et agricole

	déc-22	janv-23	févr-23	mars-23
Cuivre LME/tm	8 383,87	9 017,27	8 964,80	8 861,55
<i>Variation (en %)</i>		7,56	- 0,58	- 1,15
Cobalt LME (Cathode 99,80%)	56 026,49	54 982,94	51 434,88	34 172,53
<i>Variation (en %)</i>		- 1,86	- 6,45	- 33,56
Or Newyork, \$/o.t	1 797,22	1 897,65	1 854,84	1 908,63
<i>Variation (en %)</i>		5,59	- 2,26	2,90
Pétrole baril/Brent	81,79	83,90	83,72	79,15
<i>Variation (en %)</i>		2,59	- 0,21	- 5,46
Blé USD/tonne, chicago	279,88	274,30	277,19	254,45
<i>Variation (en %)</i>		- 1,99	1,05	- 8,20
Maïs (USD/tonne), Chicago	241,41	246,89	247,00	233,35
<i>Variation (en %)</i>		2,27	0,04	- 5,53
Riz, chigago \$/	383,98	397,41	387,35	380,30
<i>Variation (en %)</i>		3,50	- 2,53	- 1,82

Source : les échos.

Tableau 7. Evolution comparative de la balance des biens 2022-2023
(en millions de USD)

Mois	Février		
	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽²⁾	Variation (%)
Exportations	4 758,75	5 351,64	12,46
Importations	3 278,94	2 818,27	-14,05
Solde global	1 479,81	2 533,37	71,20

Source : Banque Centrale du Congo (BCC) sur base des données de la DGDA, l'OCC et la Commission Interministérielle d'Harmonisation des Statistiques Minières et autres.

2022 : Situation de la balance des paiements provisoire.

2023 : Situation accélérée tirée du système bancaire (ISYS-DDR) et de la Douane.

Tableau 8. Evolution du taux de change à Kinshasa

	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin déc 2022				Ecart parallèle moyen- indicatif	
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			en %	en CDF
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		
31-déc.-21	1 999,97	2 040,00	2 049,33	2 044,67						
30-déc.-22	2 016,91	2 126,67	2 150,00	2 138,33	-0,84	-4,08	-4,68	-4,38	6,02	121,42
	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin déc 2022				Ecart parallèle moyen- indicatif	
31-janv.-23	2 032,50	2 198,33	2 220,00	2 209,17	-0,77	-3,26	-3,15	-3,21	8,69	176,67
28-févr.-23	2 036,23	2 291,67	2 311,67	2 301,67	-0,95	-7,20	-6,99	-7,10	13,04	265,44
24-mars-23	2 036,95	2 307,50	2 321,25	2 314,38	-0,98	-7,84	-7,38	-7,61	13,62	277,43
27-mars-23	2 036,25	2 307,50	2 325,75	2 316,63	-0,95	-7,84	-7,56	-7,70	13,77	280,37
28-mars-23	2 036,53	2 310,00	2 323,76	2 316,88	-0,96	-7,94	-7,48	-7,71	13,77	280,35
29-mars-23	2 036,49	2 310,00	2 327,50	2 318,75	-0,96	-7,94	-7,63	-7,78	13,86	282,26
30-mars-23	2 036,32	2 312,50	2 330,75	2 321,63	-0,95	-8,04	-7,76	-7,89	14,01	285,30
31-mars-23	2 036,70	2 312,50	2 330,75	2 321,63	-0,97	-8,04	-7,76	-7,89	13,99	284,93
Variation hebdomadaire au 31 mars 2023					0,01	-0,22	-0,41	-0,31		

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 9. Evolution taux de change en provinces

	LUBUMBASHI	MATADI	BOMA	KANANGA	MBUJIMAYI	MBANDAKA	KISANGANI	BUKAVU	GOMA	BANDUNDU	KINDU	MOYENNE
30 décembre 2022	2 050,00	2 096,67	.	2 072,50	2 081,50	2 033,00	2 075,00	2 071,91	2 060,00	2 080,00	2 092,50	2 071,31
27 janvier 2023	2 150,00	2 178,33	.	2 165,00	2 210,79	2 100,00	2 125,00	2 144,00	2 175,00	2 157,50	2 250,00	2 165,56
24 février 2023	2 175,00	2 216,67	.	2 180,00	2 234,29	2 240,00	2 175,00	2 196,77	2 150,00	2 250,00	2 200,00	2 201,77
3 mars 2023	2 175,00	2 226,67	.	2 195,00	2 234,29	2 240,00	2 187,50	2 200,00	2 150,00	2 260,00	2 235,00	2 210,35
10 mars 2023	2 175,00	2 258,33	2 247,50	2 195,00	2 234,29	2 240,00	2 225,00	2 243,83	2 175,00	2 260,00	2 235,00	2 224,14
17 mars 2023	2 195,00	2 289,17	2 256,25	2 197,50	2 255,00	2 275,00	2 225,00	2 260,21	2 250,00	2 250,00	2 275,00	2 247,19
24 mars 2023	2 275,00	2 285,00	2 267,50	2 225,00	2 260,00	2 275,00	2 225,00	2 256,67	2 215,00	2 250,00	2 275,00	2 255,38
31 mars 2023	2 280,00	2 291,67	2 289,17	2 225,00	2 284,40	2 275,00	2 225,00	2 262,29	2 215,00	2 290,00	2 300,00	2 265,23
variation hebdo au 31 mars 2023	0,66	-0,29	-0,95	0,00	-1,07	0,00	0,00	-0,25	0,00	-1,75	-1,09	-0,43

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 10. Évolution de l'offre de monnaie

millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Jan-23	Feb-23	Mar-23	Var.trimestriell	Var.trimestriell
	au 30 Prov	au 31 Prov	au 28 Accélérée	au 31 Accélérée	e (En %)	e (En %)
SITUATION DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SID_3SG						
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	15 737 271	15 774 565	15 943 036	15 408 071	-2,092	-329 199
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	10 075 814	9 819 338	10 619 042	10 715 061	6,344	639 246
CRÉANCES INTÉRIÈRES	13 956 742	13 958 062	14 755 005	14 503 076	3,914	546 334
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	1 454 893	2 035 120	2 377 007	2 444 568	68,024	989 675
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 421 229	4 487 985	4 561 145	4 433 235	0,272	12 006
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-2 966 336	-2 452 864	-2 184 137	-1 988 667	-32,959	977 669
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	12 501 849	11 922 942	12 377 998	12 058 508	-3,546	-443 341
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS DÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	210 742	212 344	199 956	176 105	-16,436	-34 637
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	997 145	1 018 966	1 053 174	1 097 809	10,095	100 664
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	11 293 962	10 691 632	11 124 867	10 784 594	-4,510	-509 368
AUTRES POSTES (NET)	-3 880 927	-4 138 724	-4 135 963	-3 788 015	-2,394	92 912
PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE	25 813 085	25 593 904	26 562 079	26 123 132	1,201	310 047
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	3 542 355	3 190 745	3 348 410	3 513 208	-0,823	-29 148
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	14 894 471	14 781 175	15 541 504	15 237 150	2,301	342 679
AUTRES DÉPÔTS	7 376 258	7 621 984	7 672 164	7 372 774	-0,047	-3 484
TITRES AUTRES QU' ACTIONS	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	101 782	107 883	83 363	58 161	-42,858	-43 622
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	7 706	17 573	17 606	17 609	128,502	9 903
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	3 888 674	3 912 100	4 000 791	4 082 674	4,989	194 000
	3 998 163	4 037 557	4 101 760	4 158 444	4,009	160 281

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau 11. Évolution de la base monétaire

millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Jan-23	Feb-23	Mar-23	Var.trimestriell	Var.trimestriell
	au 30 Prov	au 31 Prov	au 28 Accélérée	au 31 Accélérée	e (En %)	e (En %)
SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO_SBC_1SG						
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	4 524 092	4 055 121	4 034 272	3 550 024	-21,531	-974 068
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	2 931 060	3 550 587	3 472 788	3 826 860	30,562	895 800
CRÉANCES INTÉRIÈRES	3 713 506	4 137 964	4 131 125	4 257 822	14,658	544 316
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 777 443	3 207 837	3 200 998	3 327 695	19,811	550 252
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 008 439	4 005 283	4 005 283	4 005 283	-0,079	-3 156
<i>Dont Titres en MN</i>	2 270 117	2 309 367	2 309 367	2 309 367	1,729	39 250
<i>Avances et autres comptes suspens Trésor</i>	1 738 322	1 695 916	1 695 916	1 695 916	-2,439	-42 406
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 230 996	-797 446	-804 284	-677 588	-44,956	553 408
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	832 357	822 183	822 183	822 183	-1,222	-10 175
<i>Dont Comptes RME</i>	721 831	710 301	710 301	710 301	-1,597	-11 531
<i>RME en millions d'USD</i>	358	349	349	349	-2,552	-9
<i>Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)</i>	0	0	0	0	0	0
<i>Autres</i>	110 526	111 882	111 882	111 882	1,227	1 356
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	103 705	107 944	107 944	107 944	4,088	4 239
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	103 705	107 944	107 944	107 944	4,088	4 239
AUTRES POSTES NETS	-782 446	-587 377	-658 337	-430 962	-44,921	351 483
<i>Dont Bon BCC</i>	208 000	170 000	170 000	170 000	-18,269	-38 000
BASE MONÉTAIRE	7 455 152	7 605 709	7 507 061	7 376 883	-1,050	-78 268
CIRCULATION FIDUCIAIRE	3 796 882	3 605 118	3 762 717	3 907 427	2,911	110 545
<i>Circulation fiduciaire hors système bancaire</i>	3 542 355	3 190 745	3 348 410	3 513 208	-0,823	-29 148
<i>Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques comm</i>	254 527	414 373	414 306	394 219	54,883	139 693
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	3 634 643	3 968 998	3 712 751	3 437 864	-5,414	-196 779
<i>Dont</i>						
<i>Avois des banques commerciales en comptes courants à la Banque cent</i>	3 251 839	3 550 537	3 292 303	3 017 144	-7,217	-234 695
<i>Niveau notifié de la réserve obligatoire</i>	2 375 596	2 375 596	2 375 597	2 375 597	0,000	1
<i>Avois excédentaires des banques commerciales</i>	876 242	1 174 941	916 705	641 547	-26,784	-234 696
<i>** Niveau notifié de la réserve obligatoire en monnaies étrangères</i>	378 622	412 333	390 324	370 379	-2,177	-8 244
<i>R.O en ME (En millions USD)</i>	188	203	192	182	-3,126	-6
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	23 626	31 593	31 593	31 593	33,718	7 966

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau 12. Autres institutions de dépôts

millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-22	Jan-23	Feb-23	Mar-23	Var.trimestrielle (En %)	Var.trimestrielle (En milliards de CDF)
	au 30	au 31	au 28	au 31		
	Prov	Prov	Accélérée	Accélérée		
SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SAID_2SG						0
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	11 213 179	11 719 444	11 908 764	11 858 048	5,751	644 869
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	12 584 076	12 080 054	12 452 114	12 337 995	-1,956	-246 082
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-1 370 898	-360 610	-543 350	-479 947	-64,990	890 951
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	11 389 045	11 303 836	11 714 348	11 326 569	-0,549	-62 475
CRÉANCES INTÉRIEURES	15 310 093	15 425 116	15 973 213	15 381 318	0,465	71 226
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	4 234 499	4 782 835	4 527 150	4 313 882	1,875	79 383
NUMÉRAIRE	254 527	414 373	414 306	394 219	54,883	139 693
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS DE RÉSERVES	3 586 716	3 935 624	3 611 515	3 468 510	-3,296	-118 205
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	393 257	432 838	501 329	451 152	14,722	57 895
CRÉANCES NETTES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	-1 322 550	-1 172 717	-823 991	-883 127	-33,225	439 423
CRÉANCES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	412 790	482 702	555 862	427 953	3,673	15 162
ENGAGEMENTS ENVERS L' ADMINISTRATION CENTRALE	-1 735 340	-1 655 419	-1 379 853	-1 311 079	-24,448	424 261
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	12 398 143	11 814 997	12 270 054	11 950 563	-3,610	-447 580
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	210 742	212 344	199 956	176 105	-16,436	-34 637
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	997 144	1 018 965	1 053 174	1 097 808	10,095	100 664
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	11 190 257	10 583 688	11 016 923	10 676 650	-4,590	-513 607
AUTRES POSTES (NET)	-3 921 048	-4 121 280	-4 258 864	-4 054 749	3,410	-133 701
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	-958 563	-1 127 541	-1 176 402	-890 401	-7,111	68 162
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-2 954 779	-2 976 165	-3 064 856	-3 146 739	6,497	-191 960
RÉSERVES TECHNIQUES D' ASSURANCE	0	0	0	0	0	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	-7 706	-17 573	-17 606	-17 609	128,502	-9 903
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	261 180	553 280	367 123	557 572	113,482	296 392
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS	14 872 429	14 750 636	15 510 964	15 206 611	2,247	334 182
AUTRES DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	7 369 698	7 615 328	7 665 508	7 366 119	-0,049	-3 579
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	98 916	104 037	79 517	54 315	-45,090	-44 601
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS	0	0	0	0	0	0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 13. Émission monétaire

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Cumul/An
Emissions autorisées	194 790,00	23 100,00	193 600,00	411 490,00
Emissions réalisées= (A)	181 770,50	26 686,55	184 574,90	393 031,95
Destructions = (B)	19 100,00	16 514,50	8 663,25	44 277,75
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	162 670,50	10 172,05	175 911,65	348 754,20
Recyclage	507 261,50	373 842,96	371 144,54	1 252 249,00
<i>dont au Siège</i>	<i>191 249,33</i>	<i>117 799,58</i>	<i>117 330,98</i>	<i>426 379,90</i>
<i>dont en provinces (*)</i>	<i>316 012,17</i>	<i>256 043,38</i>	<i>253 813,56</i>	<i>825 869,10</i>

Source : Banque Centrale du Congo.